



Le 15 juin 2007

Destinataires : Banques

Sociétés de fiducie et de prêt fédérales

Sociétés d'assurance-vie fédérales

Sociétés d'assurances multirisques fédérales

Associations coopératives de crédit fédérales

Sociétés de secours mutuels

Cc :

Surveillants et organismes de réglementation provinciaux

Association canadienne des assureurs de marketing direct

Association des banquiers canadiens

L'Association fraternelle canadienne

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.

Autorités canadiennes en valeurs mobilières

Centrale des caisses de crédit du Canada

Bureau d'assurance du Canada

Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières

L'Association des compagnies de fiducie du Canada

Objet :

Mise à jour de la liste constituée en vertu du *Règlement d'application des résolutions des Nations Unies sur Al-Qaïda et le Taliban* (RNAQAT)

Dans un communiqué de presse diffusé le jeudi 14 juin, le Conseil de sécurité des Nations Unies a signalé l'ajout de trois nouveaux noms, assortis de pseudonymes, à la liste des personnes visées par les Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies le 8 juin 2007. Par conséquent, ces individus sont maintenant assujettis aux dispositions du RNAQAT.

Noms et pseudonymes ajoutés à la liste

- Salem Nor Eldin Amohamed AL-DABSKI (alias Abu Al-Ward, Abdullah Ragab, Abu Naim)
- Said Youssef Ali ABU AZIZA (alias Abdul Hamid, Abu Therab)
- Aly Soliman Massoud ABDUL SAYED (alias Ibn El Qaim, Mohamed Osman, adam)

Les listes qui se trouvent sur le site Web du BSIF ont également été mises à jour.

.../2



255, rue Albert
Ottawa (Ontario)
K1A 0H2

www.osfi-bsif.gc.ca

Canada

Nous vous rappelons qu'en vertu du RNUAQQT, toutes les institutions financières canadiennes et les succursales d'institutions étrangères qui exercent des activités au Canada sont tenues de contrôler régulièrement leurs dossiers afin de vérifier s'ils contiennent les noms de personnes et d'organisations assujetties au RNUAQQT, et de faire rapport à cet égard chaque mois à l'organisme de réglementation compétent. Dans le cas des institutions financières fédérales, cet organisme est le Bureau du surintendant des institutions financières.

Tout constat visant les modifications faisant l'objet de la présente devra figurer dans le rapport à déposer le 15 juillet 2007.

Les institutions financières qui constatent qu'elles détiennent des comptes appartenant aux personnes et organisations dont les noms figurent dans la liste prise en vertu du RNUAQQT, ou qu'elles ont conclu des marchés avec lesdites personnes et organisations, doivent le signaler immédiatement à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), dont voici les coordonnées :

GRC Groupe de lutte contre le financement du terrorisme N° de télécopieur non sécurisé : 613-949-3113* *Remarque : Ceci est un nouveau numéro, mais l'ancien est toujours en service	SCRS Direction des finances N° de télécopieur non sécurisé : 613-231-0266
--	--

Nous rappelons en outre aux institutions qui effectuent des signalements à la GRC et au SCRS, et qui signalent des entités en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, qu'elles doivent produire la déclaration du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, le CANAFE, concernant les biens appartenant à un groupe terroriste. Elles trouveront le formulaire de déclaration et son guide d'instructions sur le site Web du CANAFE, à http://www.fintrac.gc.ca/publications/guide/Guide5/5_f.asp.

Si vous avez besoin d'aide pour produire ces déclarations ou que vous désirez recevoir les lettres, listes et formulaires du BSIF en version imprimée, veuillez envoyer un courriel à extcomm@osfi-bsif.gc.ca.

Comme toujours, le BSIF s'attend à ce que les institutions financières fédérales se conforment aux lois et règlements de toutes les administrations sur le territoire desquelles elles exercent leurs activités.

Nous comptons sur votre collaboration, et vous en saurons gré.

Le surintendant auxiliaire intérimaire,
 Secteur de la réglementation

Robert Hanna